

Art. 6. § 1. La dette cumulée de l'assurance maladie-invalidité obligatoire, régime général et régime des travailleurs indépendants est reprise et amortie par l'Etat. Un plan d'amortissement sera établi dont les tranches annuelles seront reprises au budget.

§ 2. Le Ministre des Finances est autorisé, à partir de l'année budgétaire 1981, à couvrir l'amortissement de cette dette par des emprunts. Le produit de ces emprunts, affecté à ces amortissements, sera versé à un article qui sera ouvert à partir de 1981, à la section particulière du budget du Ministère de la Prévoyance sociale.

§ 3. Les bonis de l'assurance maladie-invalidité obligatoire sont cependant affectés par priorité à la couverture des intérêts.

Le solde des intérêts de cette dette cumulée, non encore amortie, est financé, à défaut de tout autre moyen, par les crédits qui seront inscrits annuellement au budget du Ministère de la Prévoyance sociale.

Art. 7. L'article 6bis, § 2 de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux est complété comme suit :

« 8° Dans les limites des crédits du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales, les dépenses consacrées aux investissements dans les hôpitaux et les institutions médico-sociales en vue de l'économie et de l'utilisation rationnelle de l'énergie, peuvent être subsidiées à raison de 90 %.

Le Roi fixe les modalités et les conditions d'octroi de ce subside. »

Art. 8. L'article 21 de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux, modifié par la loi du 28 juin 1978, devient l'article 21, § 1. Cet article est complété par la disposition suivante :

« § 2. Le Roi fixe, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pris sur avis de la Commission nationale de programmation hospitalière, les modalités supprimant les lits d'hôpitaux en surnombre. »

Art. 9. Les dispositions de la présente loi sont d'application à partir du 1er janvier 1981.

Art. 10. La présente loi entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de la loi de redressement relative à la modération des revenus.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 février 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Prévoyance sociale et de la Santé publique,

L. DHOORE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Ph. MOUREAUX

F. 81 — 209

10 FEVRIER 1981

Loi de redressement relative aux pensions
du secteur social (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Section I. — Dispositions générales

Article 1er. Dans la liste établie par l'article 1er, B, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Caisse nationale des pensions pour employés » sont supprimés.

(1) Voir note à la page suivante.

Art. 6. § 1. De gecumuleerde schuld van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, algemeen stelsel en stelsel der zelfstandigen wordt overgenomen en afgelost door de Staat. Een aflossingsplan zal worden opgesteld; de jaarlijkse schijven ervan zullen worden ingeschreven op de begroting.

§ 2. De Minister van Financiën wordt gemachtigd de aflossing van deze schuld vanaf het begrotingsjaar 1981 door leningen te dekken. De leningsopbrengsten die aangewend worden tot deze aflossing, zullen gestort worden op een artikel dat, vanaf 1981, zal ingeschreven worden in de afzonderlijke sectie van de begroting van het Ministerie van Sociale Voorzorg.

§ 3. De overschotten van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering worden evenwel bij voorrang aangewend om de interresten te dekken.

Het saldo van de interesten van deze gecumuleerde en nog niet gedegelde schuld, wordt gefinancierd, bij ontstentenis van elk ander middel, door kredieten welke jaarlijks worden uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Sociale Voorzorg.

Art. 7. Artikel 6bis, § 2, van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen wordt aangevuld als volgt :

« 8° Binnen de perken van de kredieten van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen kunnen de uitgaven gedaan voor investeringen in de ziekenhuizen en de medico-sociale inrichtingen met het oog op de bezuiniging en de rationele aanwending van energie gesubsidieerd worden a rato van 90 %.

De Koning bepaalt de modaliteiten en de voorwaarden waaronder deze toelage zal worden toegekend. »

Art. 8. Artikel 21 van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1978, wordt artikel 21, § 1. Dit artikel wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« § 2. De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, genomen op advies van de Nationale Commissie voor Ziekenhuisprogrammatie, de modaliteiten tot afschaffing van overtalige ziekenhuisbedden. »

Art. 9. De bepalingen van deze wet zijn van toepassing met ingang van 1 januari 1981.

Art. 10. Deze wet treedt in werking de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de herstellwet inzake inkomensmatiging.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 februari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Voorzorg en Volksgezondheid,

L. DHOORE

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Ph. MOUREAUX

N. 81 — 209

10 FEBRUARI 1981

Herstellwet inzake de pensioenen
van de sociale sector (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de bij artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut vastgestelde lijst, worden de woorden « Nationale Kas voor bediendenpensioenen » geschrapt.

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.

Art. 2. L'article 20, § 2 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés, modifié par la loi du 24 juin 1969, et § 3, modifié par la loi du 16 février 1959 et par l'arrêté royal du 15 janvier 1965, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'Office national des pensions pour travailleurs salariés jouit de l'exemption fiscale pour les immeubles qu'il occupe pour les besoins de ses services. »

Art. 3. Dans l'article 22 de la même loi, modifié par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 et par la loi du 5 juin 1970, les mots « la Caisse nationale des pensions pour employés » sont remplacés par les mots « l'Office national des pensions pour travailleurs salariés ».

Art. 4. Dans l'article 28 de la même loi, les mots « la Caisse nationale des pensions pour employés » sont remplacés par les mots « l'Office national des pensions pour travailleurs salariés ».

Art. 5. Dans la liste établie par l'article 1er de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public, de sécurité sociale et de prévoyance sociale, les mots « la Caisse nationale des pensions pour employés » sont supprimés.

Section II

Modifications de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

Art. 6. L'article 5 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés est complété par la disposition suivante : « Pour ce qui est des demandes de pensions introduites à partir du 1er octobre 1969, les dispositions de l'alinéa 1er ne s'appliquent que si l'intéressé a exercé durant l'année civile précédant la prise de cours de la pension, une activité habituelle et en ordre principal en qualité de travailleur salarié, de travailleur indépendant ou de travailleur soumis à l'un des régimes de pension visés à l'article 2 et s'il prouve en outre avoir été occupé habituellement et en ordre principal en qualité de travailleur salarié pendant dix années au moins. Le Roi détermine des règles particulières en cas de carrière mixte ».

Art. 7. Dans l'article 7 du même arrêté modifié par les lois du 5 juin 1970 et du 27 février 1976, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er les mots « postérieures au 31 décembre 1944 » sont insérés entre les mots « travailleur salarié » et « pour lesquelles » ;

2° la disposition suivante est insérée entre le deuxième et le troisième alinéa :

« Il n'est pas tenu compte de la partie des rémunérations brutes afférentes aux années postérieures à 1980 qui dépasse le montant de 60 000 francs par mois lorsque pour la perception des cotisations destinées au régime de pension des travailleurs salariés lesdites rémunérations sont limitées. Ce montant varie conformément à la loi du 2 août 1971; il est déjà adapté à l'indice-pivot 132,13. »

Art. 8. Un article 7ter rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 7ter. — Les articles 7bis et 11bis ne sont d'application que dans la mesure où l'ensemble de ces dispositions n'est pas défavorable à l'intéressé. »

(1) Session 1980-1981.

Sénat.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et projet de loi n° 564 n° 1 — Rapport n° 564 n° 2. — Amendements n° 564 n° 3 et 564 n° 4.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 15 janvier 1981.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet n° 736 n° 1. — Rapport 736 n° 3. — Amendements n° 736 n° 2, 736 n° 4 et 736 n° 5.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 3 février 1981. Adoption. Séance du 5 février 1981.

Art. 2. Artikel 20, § 2 van de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden, gewijzigd bij de wet van 24 juni 1969, en § 3, gewijzigd bij de wet van 18 februari 1959 en het koninklijk besluit van 15 januari 1965, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De Rijksdienst voor werknemerspensioenen geniet de fiscale vrijstelling voor de onroerende goederen die hij betreft voor de behoeften van zijn diensten. »

Art. 3. In artikel 22 van dezelfde wet gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 en bij de wet van 5 juni 1970, worden de woorden « de Nationale Kas voor bediendenpensioenen » vervangen door de woorden « de Rijksdienst voor werknemerspensioenen ».

Art. 4. In artikel 28 van dezelfde wet worden de woorden « de Nationale Kas voor bediendenpensioenen » vervangen door de woorden « de Rijksdienst voor werknemerspensioenen ».

Art. 5. In de bij artikel I van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale verzorging vastgestelde lijst, worden de woorden « de Nationale Kas voor bediendenpensioenen » geschrapt.

Afdeling II

Wijzigingen aan het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

Art. 6. Artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Voor de pensioenaanvragen ingediend vanaf 1^o oktober 1969, zijn de bepalingen van het eerste lid slechts van toepassing indien de betrokkene gedurende het kalenderjaar voorafgaand aan de ingangsdatum van het pensioen een gewone en hoofdzakelijke tewerkstelling heeft uitgeoefend als werknemer, als zelfstandige arbeider of als arbeider onderworpen aan een der regelingen bedoeld in artikel 2 en indien hij daarenboven het bewijs levert als werknemer gedurende tenminste 10 jaar gewoonlijk en hoofdzakelijk tewerkgesteld te zijn geweest. De Koning bepaalt bijzondere regelen in geval van gemengde loopbaan ».

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 5 juni 1970 en 27 februari 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « gelegen na 31 december 1944 » ingelast tussen de woorden « als werknemer » en « waarvoor » ;

2° de volgende bepaling wordt tussen de tweede en de derde alinea ingelast :

« Er wordt geen rekening gehouden met het gedeelte van de brutolonen betreffende de jaren na 1980, dat het bedrag van 60 000 frank per maand overschrijdt, wanneer deze lonen voor de inning van de bijdragen bestemd voor de pensioenregeling der werknemers beperkt worden. Dit bedrag verandert overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971; het is reeds aangepast aan de spilindex 132,13. »

Art. 8. Een artikel 7ter luidend als volgt wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 7ter. — De artikelen 7bis en 11bis zijn slechts van toepassing voor zover het geheel van die bepalingen voor de betrokkene niet nadelig is. »

(1) Zitting 1980-1981.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Memorie van toelichting en wetsontwerp nr. 564 nr. 1 — verslag nr. 564 nr. 2 — Amendementen nr. 564 nr. 3 en 564 nr. 4.

Parlementaire Handelingen. — Behandeling en aanneming. Vergadering van 15 januari 1981.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp nr. 736 nr. 1. — Verslag nr. 736 nr. 3 Amendementen nr. 736 nr. 2, 736 nr. 4 en 736 nr. 5.

Parlementaire Handelingen. — Behandeling. Vergadering van 3 februari 1981. — Aanneming. Vergadering van 5 februari 1981.

Art. 9. A l'article 7bis du même arrêté, inséré par la loi du 27 février 1976, les mots « alinéa 3 » sont remplacés par les mots « alinéa 4 ».

Art. 10. L'article 10, § 1er, du même arrêté, est complété par la disposition suivante :

« Lorsque le montant de pension est inférieur à 500 francs par an, il n'est pas alloué. Ce montant est lié à l'indice 114,20. Il varie conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971. »

Art. 11. L'article 10, § 2, 1°, du même arrêté modifié par les lois des 26 juin 1972 et 2 juillet 1976, est complété par les dispositions suivantes :

« Ce nombre d'années supplémentaires est toutefois diminué du nombre d'années pour lesquelles le travailleur peut prétendre à une pension de retraite ou à un avantage en tenant lieu en vertu d'un autre régime belge, à l'exclusion de celui des travailleurs indépendants, en vertu d'un régime d'un pays étranger ou en vertu d'un régime applicable au personnel d'une institution de droit international public.

Le Roi peut déterminer :

1° les avantages assimilés à une pension de retraite;
2° les cas et les conditions dans lesquels certaines années pour lesquelles le travailleur peut prétendre à une pension de retraite ou à un avantage en tenant lieu, ne sont pas prises en considération pour la limitation du nombre d'années supplémentaires. »

Art. 12. L'article 10, § 4, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par la loi du 27 février 1976, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 4. L'épouse peut toujours renoncer au paiement de sa pension de retraite, pour permettre à son époux, travailleur salarié ou indépendant, d'obtenir une pension calculée en application du § 1er, alinéa 1er, a, du présent article, ou en application de l'article 9, § 1er, alinéa 1er, 1°, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Cette renonciation n'est toutefois pas autorisée lorsque la pension accordée à l'épouse en vertu du présent arrêté est réduite pour cause d'anticipation, à moins qu'à la date de prise de cours anticipée de cette pension, elle n'était pas mariée. »

Art. 13. Un article 11ter rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Lorsque la pension de retraite visée à l'article 10, § 1er, prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1er janvier 1981, le nombre d'années supplémentaires qui peut être accordé en application de l'article 11bis est toutefois limité à la différence entre, d'une part, le nombre figurant au dénominateur de la fraction visée à l'article 10, § 1er, alinéa 2, et d'autre part, le total du nombre d'années d'occupation habituelle et en ordre principal en qualité de travailleur salarié et du nombre d'années pour lesquelles le travailleur peut prétendre à une pension de retraite ou à un avantage en tenant lieu en vertu d'un autre régime belge, à l'exception de celui des travailleurs indépendants, en vertu d'un régime d'un pays étranger ou en vertu d'un régime applicable au personnel d'une institution de droit international public.

Le Roi peut déterminer :

1° les avantages assimilés à une pension de retraite;
2° les cas et les conditions dans lesquels certaines années pour lesquelles le travailleur peut prétendre à une pension de retraite ou à un avantage en tenant lieu, ne sont pas prises en considération pour la limitation du nombre d'années supplémentaires. »

Art. 14. L'article 12 du même arrêté, modifié par la loi du 27 juillet 1971, est complété par la disposition suivante :

« Pour le calcul de la pension supplémentaire, il n'est pas tenu compte des années d'occupation postérieures au 31 décembre 1980. »

Art. 15. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, déterminer dans quelles conditions et dans quelle mesure les pensions accordées à charge du régime de pensions des travailleurs

Art. 9. In artikel 7bis van hetzelfde besluit, ingevoegd door de wet van 27 februari 1976, worden de woorden « 3de lid » vervangen door de woorden « 4delid ».

Art. 10. Artikel 10, § 1, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld als volgt :

« Wanneer het pensioenbedrag minder dan 500 frank per jaar bedraagt, wordt het niet toegekend. Dit bedrag is gekoppeld aan indexcijfer 114,20. Het verandert overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971. »

Art. 11. Artikel 10 § 2 1°, van hetzelfde besluit gewijzigd bij de wetten van 26 juni 1972 en 2 juli 1976, wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

Dit aantal bijkomende jaren wordt nochtans verminderd met het aantal jaren waarvoor de werknemer aanspraak kan maken op een rustpensioen of een als zodanig geldend voordeel krachtens een andere Belgische regeling, uitgezonderd die voor zelfstandigen, krachtens een regeling van een vreemd land, of krachtens een regeling van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling.

De Koning kan bepalen :

1° welke woorddelen met een rustpensioen worden gelijkgesteld;
2° in welke gevallen en onder welke voorwaarden sommige jaren waarvoor de werknemer op een rustpensioen of een als zodanig geldend voordeel aanspraak kan maken, niet in aanmerking worden genomen voor de beperking van het aantal bijkomende jaren. »

Art. 12. Artikel 10 § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 27 februari 1976, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 4. De echtgenote kan steeds afstand doen van de betaling van haar rustpensioen, ten einde het haar echtgenoot, werknemer of zelfstandige, mogelijk te maken een pensioen te bekomen berekend bij toepassing van § 1, eerste lid, a, van dit artikel, of bij toepassing van artikel 9, § 1, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Deze verzaking wordt nochtans niet toegestaan wanneer het in toepassing van dit artikel aan de echtgenote toegekende pensioen verminderd is om reden van verworping, tenzij zij op de ingangsdatum van dit verworpede pensioen niet gehuwd was. »

Art. 13. Een artikel 11ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

Wanneer het rustpensioen bedoeld in artikel 10, § 1, daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 1981 ingaat, wordt het aantal toegevoegde jaren dat kan toegekend worden in toepassing van artikel 11bis, niettemin beperkt tot het verschil tussen, enerzijds, het getal voorkomend in de noemer van de breuk bedoeld bij artikel 10, § 1, tweede lid, en, anderzijds, het totaal van het aantal jaren van gewoontelijke en hoofdzakelijke tewerkstelling als werknemer en van het aantal jaren waarvoor de werknemer aanspraak kan maken op een rustpensioen of een als zodanig geldend voordeel krachtens een andere Belgische regeling, uitgezonderd die voor zelfstandigen, krachtens een regeling van een vreemd land of krachtens een regeling van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling.

De Koning kan bepalen :

1° welke woorddelen met een rustpensioen worden gelijkgesteld;
2° in welke gevallen en onder welke voorwaarden sommige jaren waarvoor de werknemer op een rustpensioen of een als zodanig geldend voordeel aanspraak kan maken, niet in aanmerking worden genomen voor de beperking van het aantal toegevoegde jaren. »

Art. 14. Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1971, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Bij de berekening van het aanvullend pensioen wordt geen rekening gehouden met de jaren tewerkstelling gelagen na 31 december 1980. »

Art. 15. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De Koning kan, door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, bepalen in welke gevallen en in welke mate, de ten laste van de pensioenregeling voor werknemers toegekende pensioenen

salariés peuvent être cumulées avec une rente ou une allocation accordée en vertu d'une législation belge ou étrangère relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou des maladies professionnelles. »

Art. 16. L'article 14 du même arrêté est abrogé à partir du 1^{er} janvier 1981, mais reste applicable aux pensions inconditionnelles qui ont pris cours avant cette date.

Art. 17. Le § 5 de l'article 18 du même arrêté est abrogé.

Art. 18. A l'article 18bis, du même arrêté, inséré par la loi du 27 février 1976, sont apportées les modifications suivantes :

1° La disposition suivante est insérée entre les alinéas 1^{er} et 2° :

« Lorsque la pension de survie prend cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 1981, le nombre d'années supplémentaires qui peut être accordé pour le calcul de la pension de retraite théorique du mari défunt est toutefois limité, à la différence entre, d'une part, le nombre figurant au dénominateur de la fraction visée à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, et, d'autre part, le total du nombre d'années d'occupation habituelle et en ordre principal en qualité de travailleur salarié et du nombre d'années pour lesquelles la veuve peut prétendre à une pension de survie ou à un avantage en tenant lieu en vertu d'un autre régime belge, à l'exclusion de celui des travailleurs indépendants, en vertu d'un régime d'un pays étranger ou en vertu d'un régime applicable au personnel d'une institution de droit international public. »

2° L'article est complété par la disposition suivante :

« Le Roi peut déterminer :

1° Les avantages assimilés à une pension de survie ;

2° Les cas et les conditions dans lesquels certaines années pour lesquelles la veuve peut prétendre à une pension de survie ou à un avantage en tenant lieu ne sont pas prises en considération pour la limitation du nombre d'années supplémentaires. »

Art. 19. L'article 25 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Il peut déterminer également les cas et les conditions dans lesquels une partie de la pension est payable. »

Art. 20. L'article 36, § 2, du même arrêté, modifié par la loi du 27 décembre 1973, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Les rentes résiduaire définies à l'alinéa 3, varient à partir d'une date à fixer par le Roi conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 précitée. Le montant de cette rente résiduaire est rattaché à l'indice-pivot applicable à cette date.

Le montant de la rente résiduaire est en outre affecté au 1^{er} janvier de chaque année, et pour la première fois au 1^{er} janvier 1982, d'un coefficient de réévaluation fixé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Par « rente résiduaire », il faut entendre la différence entre, d'une part, la rente constituée par des versements obligatoires effectués conformément aux lois et arrêtés visés à l'article 1^{er} de la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré et, d'autre part, la rente qui est perçue en lieu et place du bénéficiaire par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, en vertu des dispositions énumérées à l'article 37, alinéa 1^{er}, 6° à 10°.

§ 3. Les variations et augmentations résultant de l'application des §§ 1^{er} et 2 sont appliquées par l'organisme chargé du paiement de la rente et les dépenses y afférentes sont à charge de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés. »

mogen gecumuleerd worden met een rente of een vergoeding toegekend krachtens een Belgische of buitenlandse wetgeving betreffende het herstel der schade voortvloeiend uit arbeidsongevallen of beroepsziekten. »

Art. 16. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven met ingang van 1 januari 1981, maar blijft van toepassing op de onvoorwaardelijke pensioenen die voor die datum zijn ingegaan.

Art. 17. Paragraaf 5 van artikel 18 van hetzelfde besluit wordt afgeschaft.

Art. 18. In artikel 18bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 27 februari 1976, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Tussen het eerste en het tweede lid wordt de volgende bepaling ingevoegd :

Indien het overlevingspensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 1981 ingaat, wordt het aantal toegevoegde jaren dat kan toegekend worden bij de berekening van het theoretisch rustpensioen van de overleden echtgenoot niettemin beperkt tot het verschil tussen, enerzijds, het getal voorkomend in de noemer van de breuk bedoeld bij artikel 10, § 1, tweede lid, en anderzijds, het totaal van het aantal jaren van gewoontelijke en hoofdzakelijke tewerkstelling als werknemer en van het aantal jaren waarvoor de weduwe aanspraak kan maken op een overlevingspensioen of een als zodanig geldend voordeel krachtens een andere Belgische regeling, uitgezonderd die voor zelfstandigen, krachtens een regeling van een vreemd land of krachtens een regeling van toepassing op het personeel van een volkenrechtelijke instelling. »

2° Het artikel wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De Koning kan bepalen :

1° Welke woorddelen met een overlevingspensioen worden gelijkgesteld ;

2° In welke gevallen en onder welke voorwaarden sommige jaren waarborg de weduwe op een overlevingspensioen of een als zodanig geldend voordeel aanspraak kan maken, niet in aanmerking worden genomen voor de beperking van het aantal toegevoegde jaren. »

Art. 19. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Hij kan eveneens de gevallen en de voorwaarden bepalen waaronder een deel van het pensioen uitbetaalbaar is. »

Art. 20. Artikel 36, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 27 december 1973, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 2. De bij het derde lid bepaalde residuaire renten schommelen vanaf een door de Koning te bepalen datum overeenkomstig de bepalingen van de voornoemde wet van 2 augustus 1971. Het bedrag van deze residuaire rente is gekoppeld aan de spilindex die op die datum van toepassing is.

Het bedrag van de residuaire rente wordt bovendien op 1 januari van ieder jaar, en dit voor de eerste maal op 1 januari 1982, vermenigvuldigd met een herwaarderingscoëfficiënt die door de Koning wordt vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Onder « residuaire rente » dient te worden verstaan het verschil tussen, enerzijds, de rente gevestigd door verplichte storting verricht overeenkomstig de wetten en besluiten beoogd bij artikel 1 van de wet van 28 mei 1971, tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood en, anderzijds, de rente die namens de gerechtigde geïnd wordt door de Rijksdienst voor werknemerspensioenen, krachtens de bepalingen opgesomd in artikel 37, eerste lid, 6° tot 10°.

§ 3. De schommelingen en verhogingen voortvloeiend uit de toepassing van de §§ 1 en 2 worden toegepast door de instelling belast met de betaling van de rente en de eraan verbonden uitgaven zijn ten laste van de Rijksdienst voor werknemerspensioenen. »

Art. 21. A l'article 37 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 93 du 11 novembre 1967, par la loi du 24 juin 1969, par l'arrêté royal du 8 novembre 1971, par les lois des 26 juin 1972, 28 mars 1973, 28 mars 1975, 5 janvier 1976, 2 juillet 1976, 22 décembre 1977 et 5 août 1978, sont apportées les modifications suivantes :

1° les dispositions des 6° à 10° sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 6° La réserve mathématique, augmentée de la part correspondante du fonds de réserve, afférente à toute rente visée à l'article 5 de la loi du 21 mai 1955 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et qui est perçue en lieu et place du bénéficiaire par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés;

7° la réserve mathématique, augmentée de la part correspondante du fonds de réserve, afférente à toute rente visée à l'article 6 de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés et qui est perçue en lieu et place du bénéficiaire par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés;

8° la réserve mathématique, augmentée de la part correspondante du fonds de réserve, afférente à toute rente visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve et qui est perçue en lieu et place du bénéficiaire par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés;

9° la réserve mathématique, augmentée de la part correspondante du fonds de réserve, des rentes visées à l'article 36 de l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur de marins naviguant sous pavillon belge;

10° la réserve mathématique, augmentée de la part correspondante du fonds de réserve, afférente à toute rente visée à l'article 18, § 3, du présent arrêté et qui est perçue en lieu et place du bénéficiaire par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés.

2° l'article est complété par les dispositions suivantes :

« Le transfert à l'Office national des pensions pour travailleurs salariés des réserves visées à l'alinéa 1er, 6° à 10°, s'opère dans les délais et selon les modalités fixés par le Roi.

L'Office national des pensions pour travailleurs salariés est autorisé, avec l'accord des Ministres qui ont respectivement les pensions des travailleurs salariés et le Budget dans leurs attributions, à accorder des prêts à un organisme d'assurance tenu de transférer les réserves à l'alinéa 2. »

Art. 22. Un article 41ter, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Article 41ter. L'Office national des pensions pour travailleurs salariés reprend les attributions et les tâches de la Caisse nationale des pensions pour employés, instituée par les articles 16 et 17 de la loi du 18 juin 1930 portant révision de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

L'Office national des pensions pour travailleurs salariés organise une gestion distincte en ce qui concerne les opérations et les charges relatives d'une part aux rentes visées au chapitre 1er de la loi du 28 mai 1971, et d'autre part aux avantages extra-légaux visés à l'article 22, § 2, de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés.

Le Ministre qui a les pensions des travailleurs salariés dans ses attributions fixe les règles selon lesquelles les frais de fonctionnement résultant pour l'Office national des pensions pour travailleurs salariés de l'application du présent article sont déterminés et imputés à charge de chacune de ces gestions distinctes. »

Art. 23. A l'article 64 du même arrêté, modifié par les lois des 24 juin 1969 et 16 août 1971, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, 2°, les mots « à l'exception des droits et obligations résultant des dispositions en matière de rentes » sont supprimés;

2° au § 2, alinéa 1er, les mots « des fonds destinés à la constitution des rentes » sont remplacés par les mots « des fonds destinés à la constitution des rentes visées au § 1er, 3° et 4° ».

Art. 21. In artikel 37 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 93 van 11 november 1967, bij de wet van 24 juni 1969, bij het koninklijk besluit van 8 november 1971, bij de wetten van 26 juni 1972, 28 maart 1973, 28 maart 1975, 5 januari 1976, 2 juli 1976, 22 december 1977 en 5 augustus 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepalingen van 6° tot 10° worden vervangen door de volgende bepalingen :

« 6° de wiskundige reserve, vermeerderd met het overeenstemmend gedeelte van het reservefonds, met betrekking tot elke bij artikel 5 van de wet van 21 mei 1955 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders bedoelde rente en die namens de gerechtigde geïnd wordt door de Rijksdienst voor werknemerspensioenen;

7° de wiskundige reserve, vermeerderd met het overeenstemmend gedeelte van het reservefonds, met betrekking tot elke bij artikel 6 van de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden bedoelde rente en die namens de gerechtigde geïnd wordt door de Rijksdienst voor werknemerspensioenen;

8° de wiskundige reserve, vermeerderd met het overeenstemmend gedeelte van het reservefonds, met betrekking tot elke bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 28 mei 1958 tot vaststelling van het statuut van het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers, inzake inrichting van de rust- en weduwenpensioenregeling, bedoelde rente en die namens de gerechtigde geïnd wordt door de Rijksdienst voor werknemerspensioenen;

9° de wiskundige reserve, vermeerderd met het overeenstemmend gedeelte van het reservefonds, met betrekking tot de bij artikel 36 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1936 houdende wijziging en samenordering van de statuten voor de Hulp- en Voorzorgskas voor zeevarenden onder Belgische vlag bedoelde renten;

10° de wiskundige reserve, vermeerderd met het overeenstemmend gedeelte van het reservefonds, met betrekking tot elke bij artikel 18, § 3, van dit besluit bedoelde rente en die namens de gerechtigde geïnd wordt door de Rijksdienst voor werknemerspensioenen.

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« De overdracht aan de Rijksdienst voor werknemerspensioenen van de bij het eerste lid, 6° tot 10° beoogde reserves geschiedt binnen de termijnen en volgens de modaliteiten door de Koning bepaald.

De Rijksdienst voor werknemerspensioenen is gemachtigd, met het akkoord van de Ministers die respectievelijk de werknemerspensioenen en de Begroting onder hun bevoegdheid hebben, leningen toe te staan aan een verzekeringsinstelling die verplicht is de bij het tweede lid beoogde reserves over te dragen. »

Art. 22. Een artikel 41ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 41ter. De Rijksdienst voor werknemerspensioenen neemt de bevoegdheden en de taken over van de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen, opgericht bij de artikelen 16 en 17 van de wet van 18 juni 1930 tot herziening der wet van 10 maart 1925 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroege dood der bedienden.

De Rijksdienst voor werknemerspensioenen richt een afzonderlijk beheer op voor de verrichtingen en de lasten betreffende enerzijds de renten, beoogd bij hoofdstuk 1 van de wet van 28 mei 1971 en anderzijds de buitenwettelijke voordelen beoogd bij artikel 22, § 2, van de wet van 12 juli 1957 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor bedienden.

De Minister die de werknemerspensioenen onder zijn bevoegdheid heeft, bepaalt volgens welke regelen de werkingskosten die voor de Rijksdienst voor werknemerspensioenen uit de toepassing van dit artikel voortvloeien, worden vastgesteld, en aangerekend aan elk van die afzonderlijke beheren. »

Art. 23. In artikel 64 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 24 juni 1969 en 16 augustus 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 2°, worden de woorden « met uitzondering van de rechten en verplichtingen voortvloeiend uit de beschikkingen inzake renten » geschrapt;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « de gelden bestemd tot vestiging van renten » vervangen door de woorden « de gelden bestemd tot vestiging van de in § 1, 3° en 4°, beoogde renten ».

Art. 24. Un article 65bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 65bis. Le cadre organique de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés est augmenté d'office d'un nombre d'emplois de chaque grade correspondant au nombre d'emplois de chaque grade figurant au cadre organique de la Caisse nationale des pensions pour employés, en vigueur à la date d'effet de la présente disposition, à l'exception des emplois d'administrateur général et d'administrateur général adjoint.

Les agents statutaires de la Caisse nationale des pensions pour employés en fonction à la même date sont transférés à l'Office national des pensions pour travailleurs salariés dans le grade dont ils sont revêtus. Ils conservent le bénéfice de leur statut administratif et pécuniaire, il n'est toutefois tenu compte de leur ancienneté de grade qu'au plus tôt à partir du 1er novembre 1967.

Les agents temporaires de la Caisse nationale des pensions pour employés sont repris à l'Office national des pensions pour travailleurs salariés dans la même qualité.

Les travailleurs occupés à la Caisse nationale des pensions pour employés dans les liens d'un contrat de louage de travail sont maintenus à partir de la même date à l'Office national des pensions pour travailleurs salariés dans les limites et conditions de leur contrat. »

Art. 25. Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté royal n° 50 telles qu'elles étaient libellées avant leur modification par la présente loi restent applicables aux pensions qui prennent cours avant le 1er janvier 1981.

SECTION III. — *Modifications à la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré*

Art. 26. A l'article 2 de la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1er les mots « La Caisse nationale des pensions pour employés » sont remplacés par les mots « L'Office national des pensions pour travailleurs salariés ».

2° L'alinéa 3 est complété par les mots « et affecté à la gestion de la répartition ».

Art. 27. L'article 8 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 8. § 1er. Les arrérages des avantages visés au présent chapitre sont payés :

1° lorsque le dernier versement obligatoire effectué conformément aux lois et arrêtés visés à l'article 1er a été fait en qualité d'ouvrier, d'ouvrier mineur ou de marin : par la Caisse générale d'épargne et de retraite, laquelle liquide également lesdits avantages dus au bénéficiaire par un autre organisme d'assurance; le Roi peut toutefois charger l'Office national des pensions pour travailleurs salariés du paiement des avantages précités;

2° lorsque ce dernier versement obligatoire a été effectué en qualité d'employé : par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, lequel liquide également lesdits avantages dus au bénéficiaire par un autre organisme d'assurance;

3° par dérogation aux 1° et 2° : par la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie, pour compte de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, lorsque lesdits avantages sont dus à une personne dont la pension à charge du régime de pension pour travailleurs salariés a pris cours effectivement.

§ 2. Lorsque lesdits avantages sont payés par la Caisse générale d'épargne et de retraite, les organismes d'assurance peuvent lui transférer selon les modalités fixées par le Roi, les réserves mathématiques afférentes aux rentes constituées auprès d'eux, augmentées de la part correspondante du fonds de réserve.

Dans les autres cas, les organismes d'assurance sont tenus de transférer à l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, dans les délais et selon les modalités que le Roi détermine, les réserves mathématiques afférentes aux rentes constituées auprès d'eux, augmentées de la part correspondante du fonds de réserve.

Art. 24. Een artikel 65bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 65bis. De organieke personeelsformatie van de Rijksdienst voor werknemerspensioenen wordt ambtshalve vermeerderd met een aantal betrekkingen van elke graad dat overeenstemt met het aantal betrekkingen van elke graad dat overeenkomt in de organieke personeelsformatie van de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen, van kracht op de datum van uitwerking van deze bepaling, met uitzondering van de betrekkingen van administrateur-generaal en van adjunct-administrateur-generaal.

De statutaire agenten van de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen, in dienst op dezelfde datum, worden naar de Rijksdienst voor werknemerspensioenen overgeplaatst met de graad waarmee ze zijn bekleed. Zij behouden het voordeel van hun administratief en geldelijk statuut; er wordt nochtans slechts met hun graadanciënniteit rekening gehouden ten vroegste vanaf 1 november 1967.

De tijdelijke agenten van de Nationale Kas voor bediendenpensioenen worden in dezelfde hoedanigheid overgenomen door de Rijksdienst voor werknemerspensioenen.

De werknemers die bij de Nationale Kas voor bediendenpensioenen onder een arbeidsovereenkomst zijn tewerkgesteld, worden vanaf dezelfde datum door de Rijksdienst voor werknemerspensioenen, binnen de grenzen en onder de voorwaarden van hun kontrakt, in dienst gehouden. »

Art. 25. De bepalingen van artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 50 zoals ze voor hun wijziging door deze wet waren gesteld, blijven van toepassing voor de pensioenen die ingaan vóór 1 januari 1981.

AFDELING III. — *Wijziging aan de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood*

Art. 26. In artikel 2 van de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « De Nationale Kas voor bediendenpensioenen » vervangen door de woorden « De Rijksdienst voor werknemerspensioenen ».

2° Het derde lid wordt aangevuld met de woorden « en bestemd voor het beheer van het repartitiestelsel ».

Art. 27. Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 8. § 1. De termijnen van de bij dit hoofdstuk beoogde voordelen worden betaald :

1° wanneer de laatste verplichte storting uitgevoerd overeenkomstig de wetten en besluiten beoogd bij artikel 1, werd gedaan als arbeider, mijnwerker of zeeman : door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, die eveneens deze voordelen uitkeert die door een andere verzekeringsinstelling aan de gerechtigde verschuldigd zijn; de Koning kan nochtans de Rijksdienst voor werknemerspensioenen belasten met de betaling van de bovvermelde voordelen;

2° wanneer deze laatste verplichte storting werd gedaan als bediende : door de Rijksdienst voor werknemerspensioenen, die eveneens deze voordelen uitkeert die door een andere verzekeringsinstelling aan de gerechtigde verschuldigd zijn;

3° in afwijking van 1° en 2° : door de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen, voor rekening van de Rijksdienst voor werknemerspensioenen, wanneer deze voordelen verschuldigd zijn aan een persoon wiens pensioen ten laste van de werknemerspensioenregeling daadwerkelijk is ingegaan.

§ 2. Wanneer deze voordelen betaald worden door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, kunnen de verzekeringsinstellingen de wiskundige reserves met betrekking tot de bij hen gevormde renten, vermeerderd met het overeenstemmend gedeelte van het reservefonds, aan haar overdragen, volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten.

In de andere gevallen zijn de verzekeringsinstellingen verplicht, binnen de termijnen en volgens de modaliteiten die de Koning bepaalt, de wiskundige reserves met betrekking tot de bij hen gevormde renten, vermeerderd met het overeenstemmend gedeelte van het reservefonds, aan de Rijksdienst voor werknemerspensioenen over te dragen.

Ce transfert libère les organismes d'assurance de toute obligation envers le bénéficiaire, la veuve ou le bénéficiaire désigné. La Caisse générale d'épargne et de retraite ou l'Office national de pensions pour travailleurs salariés, selon le cas, succède, à dater de ce transfert, à toutes les obligations auxquelles ces organismes d'assurance sont tenus envers les bénéficiaires d'une rente ou leurs ayants droit.

L'Office national des pensions pour travailleurs salariés est autorisé avec l'accord des Ministres qui ont respectivement les pensions des travailleurs salariés et le Budget dans leurs attributions, à accorder des prêts à un organisme d'assurance visé à l'alinéa 2. »

Art. 28. L'article 9 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 9. Les avantages visés au présent chapitre sont acquis par douzièmes mensuels égaux. »

Le Roi détermine :

1° les conditions, les modalités et la périodicité selon lesquelles sont payées les prestations résultant des versements effectués dans le cadre de l'assurance libre organisée par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré et les avantages visés à l'alinéa 1er, y compris la contribution de l'Etat;

2° les conditions et les modalités selon lesquelles les avantages visés au 1° sont payés par un versement unique égal à leur valeur actuelle, augmenté le cas échéant de la réserve afférente à l'assurance de la rente de veuve. »

Art. 29. Dans l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au 1°, les mots « ainsi que du paiement des rentes et de la contribution de l'Etat » sont supprimés;

2° le 6° est supprimé.

Art. 30. Dans l'article 12, alinéa 3, de la même loi, les mots « la Caisse nationale des pensions pour employés ou la Caisse générale d'épargne et de retraite » sont remplacés par les mots « l'Office national des pensions pour travailleurs salariés. »

SECTION IV

Les minima de pension garantis
dans le régime de pensions des travailleurs salariés

Art. 31. L'alinéa premier de l'article 152 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 est remplacé par la disposition suivante :

« La pension de retraite accordée pour une carrière complète à charge du régime de pensions pour travailleurs salariés, ne peut être inférieure à un minimum garanti de 214 644 francs par an s'il s'agit d'un bénéficiaire qui remplit les conditions visées à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, a, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, ou de 171 765 francs par an s'il s'agit d'un autre bénéficiaire. Ces montants varient conformément à la loi du 2 août 1971; ils sont déjà adaptés à l'indice-pivot 132,13. »

Art. 32. A l'article 153 de la même loi, le montant de 166 110 francs est remplacé par le montant de 168 881 francs.

Art. 33. Pour les travailleurs justifiant d'une carrière professionnelle en qualité de travailleur salarié au moins égale aux deux tiers d'une carrière professionnelle complète, le montant de la pension de retraite accordée à charge du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés ne peut être inférieur à une fraction des taux de base fixés par l'article 152 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980.

Cette fraction est égale à celle qui a servi au calcul de la pension à charge du régime des travailleurs salariés.

Le Roi détermine :

1° ce qu'il faut entendre par les deux tiers de la carrière complète et les modalités selon lesquelles cette carrière est justifiée;

2° les modalités de calcul du minimum garanti lorsque la pension a fait l'objet d'une réduction.

Deze overdracht ontlast deze verzekeringsinstellingen van elke verplichting tegenover de gerechtigde, de weduwe of de aangevande gerechtigde. De Algemene Spaar- en Lijfrentekas of, naargelang het geval, de Rijksdienst voor werknemerspensioenen neemt vanaf die datum van deze overdracht alle verplichtingen over die deze verzekeringsinstellingen hebben tegenover de gerechtigde op een rente of tegenover hun-rechthebbenden.

De Rijksdienst voor Werknemerspensioenen is gemachtigd om, met het akkoord van de Ministers die respectievelijk de werknemerspensioenen en de Begroting onder hun bevoegdheid hebben, leningen toe te staan aan de in het tweede lid bedoelde verzekeringsinstellingen. »

Art. 28. Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 9. De bij dit hoofdstuk beoogde voordelen zijn verworven per gelijke maandelijkse twaalfden. »

De Koning bepaalt :

1° onder welke voorwaarden, volgens welke modaliteiten en met welke periodiciteit de prestaties, die voortvloeien uit de stortingen verricht in het kader van de door de samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood georganiseerde vrijwillige verzekering, en de bij het eerste lid beoogde voordelen, de Rijksbijdrage inbegrepen, worden uitbetaald;

2° onder welke voorwaarden en volgens welke modaliteiten de bij 1° beoogde voordelen worden betaald door een enige storting gelijk aan hun contante waarde, eventueel vermeerderd met de reserve die betrekking heeft op de verzekering van de weduwen-rente. »

Art. 29. In artikel 11 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, worden de woorden « alsmede van de uitbetaling van de renten en rijksbijdrage » geschrapt;

2° 6° wordt opgeheven.

Art. 30. In artikel 12, derde lid van dezelfde wet, worden de woorden « de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen of de Algemene Spaar- en Lijfrentekas », vervangen door de woorden « Rijksdienst voor werknemerspensioenen. »

AFDELING IV.

De gewaarborgde minimumpensioenen
in de pensioenregeling voor werknemers

Art. 31. Het eerste lid van artikel 152 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Het voor een volledige loopbaan toegekende rustpensioen ten laste van de pensioenregeling voor werknemers mag niet kleiner zijn dan een gewaarborgd minimum van 214 644 frank per jaar indien de betrokkene voldoet aan de voorwaarden beoogd in artikel 10, § 1, eerste lid, a, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers of van 171 765 frank per jaar indien de betrokkene aan deze voorwaarden niet voldoet. Deze bedragen veranderen overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971; zij zijn reeds aangepast aan de spilindexcijfer 132,13. »

Art. 32. In artikel 153 van dezelfde wet, wordt het bedrag 166 110 frank vervangen door het bedrag 168 881 frank.

Art. 33. Voor de werknemers die het bewijs leveren van een dusdanige beroepsloopbaan die tenminste gelijk is aan de twee derden van een volledige beroepsloopbaan, mag het bedrag van het rustpensioen ten laste van de pensioenregeling voor werknemers niet kleiner zijn aan een breuk van de basisbedragen vastgesteld door artikel 152 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980.

Deze breuk is gelijk aan deze die voor de berekening van het rustpensioen ten laste van de pensioenregeling voor werknemers, heeft gediend.

De Koning bepaalt :

1° wat dient verstaan te worden onder twee derden van een volledige loopbaan en de modaliteiten volgens dewelke deze loopbaan bewezen wordt;

2° de modaliteiten voor de berekening van het gewaarborgd minimum wanneer het pensioen een vermindering heeft ondergaan.

Art. 34. La pension de survie accordée à charge du régime de pensions pour travailleurs salariés sur base d'une carrière au moins égale aux deux tiers d'une carrière professionnelle complète ne peut être inférieure à une fraction du taux de base fixé par ou en vertu de l'article 153 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980. Cette fraction est égale à la fraction qui a servi au calcul de la pension de survie à charge du régime des travailleurs salariés.

Le Roi détermine :

1° ce qu'il faut entendre par les deux tiers de la carrière complète et les modalités selon lesquelles cette carrière est justifiée;

2° les modalités de calcul du minimum garanti lorsque la pension a fait l'objet d'une réduction.

Art. 35. La dépense complémentaire résultant de l'application des articles 31, 32, 33 et 34 de la présente loi sera couverte en 1981 par un subside de 1 290 millions à payer par l'Etat à l'Office national des pensions pour travailleurs salariés.

Art. 36. L'article 155, § 1er, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, est remplacé par la disposition suivante :

* § 1er. La dépense complémentaire résultant de l'application des articles 152 et 153 de la présente loi sera couverte en 1980 par un subside de 1 580 millions à payer par l'Etat à l'Office national des pensions pour travailleurs salariés. »

SECTION V. — Allocation de bien-être

Art. 37. Une allocation de 800 francs est accordée en 1981 aux personnes qui bénéficient d'une pension de retraite ou de survie, ayant pris court avant le 1er janvier 1981 à charge du régime de pensions pour travailleurs salariés. Cette allocation est portée à 1 000 francs pour le pensionné qui remplit les conditions énoncées à l'article 10, § 1er, alinéa 1er, a, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Lorsque l'épouse séparée bénéficie d'une partie du montant de la pension de son conjoint et qu'elle ne jouit pas d'une pension de retraite personnelle, l'allocation octroyée est payée pour la moitié au mari et pour la moitié à l'épouse.

L'allocation est payée en octobre. Son montant est déterminé par la nature et le montant de la pension due pour ce mois et est limité à ce montant.

L'allocation est assimilée à une pension de retraite ou de survie prévue par l'arrêté royal n° 50 précité et est à charge de l'Etat.

Art. 38. Les dispositions de la présente loi produisent leurs effets le 1er janvier 1981 à l'exception des articles 1, 2, 3, 4, 5, 21, 22, 23, 24, 26, 29 et 30 qui entrent en vigueur le 1er mars 1981 et des articles 20, 27 et 28 qui entrent en vigueur à une date à fixer par le Roi.

Art. 39. La présente loi entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de la loi de redressement relative à la modération des revenus.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 février 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,

P. MAINIL

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Ph. MOUREAUX

Art. 34. Het overlevingspensioen toegekend ten laste van de pensioenregeling voor werknemers op grond van een beroepsloopbaan die tenminste gelijk is aan twee derden van een volledige loopbaan, mag niet kleiner zijn dan een breuk van het basisbedrag vastgesteld door of krachtens artikel 153 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980. Deze breuk is gelijk aan deze die voor de berekening van het overlevingspensioen ten laste van de pensioenregeling voor werknemers heeft gediend.

De Koning bepaalt :

1° wat dient verstaan te worden onder twee derden van een volledige loopbaan en de modaliteiten volgens dewelke deze loopbaan bewezen wordt;

2° de modaliteiten voor de berekening van het gewaarborgd minimum wanneer het pensioen een vermindering heeft ondergaan.

Art. 35. De bijkomende uitgave voortspruitend uit de toepassing van de artikelen 31, 32, 33 en 34 van deze wet zal in 1981 gedekt worden door een tegemoetkoming van 1 290 miljoen door de Staat aan de Rijksdienst voor werknemerspensioenen te betalen.

Art. 36. Artikel 155, § 1, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 wordt door de volgende bepaling vervangen :

* § 1. De bijkomende uitgave voortspruitend uit de toepassing van de artikelen 152 en 153 van deze wet, zal in 1980 gedekt worden door een tegemoetkoming van 1 580 miljoen, door de Staat aan de Rijksdienst voor werknemerspensioenen te betalen. »

AFDELING V. — Welvaartstoelag

Art. 37. Een vergoeding van 800 frank wordt in 1981 toegekend aan degenen die, ten laste van de pensioenregeling voor werknemers, een rust- of overlevingspensioen genieten dat vóór 1 januari 1981 is ingegaan. Die vergoeding wordt opgevoerd tot 1 000 frank voor de gepensioneerde die de bij artikel 10, § 1, eerste lid, a, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers vermelde voorwaarden vervult.

Indien de gescheiden echtgenote een gedeelte van het pensioenbedrag van haar echtgenoot bekomt en geen persoonlijk rustpensioen geniet, wordt de toegekende vergoeding voor de helft aan de man en voor de helft aan de vrouw uitbetaald.

De vergoeding wordt in oktober betaald. Het bedrag ervan wordt bepaald door de aard en het bedrag van het voor die maand verschuldigd pensioen en is beperkt tot dit bedrag.

De vergoeding is gelijkgesteld met een rust- of overlevingspensioen bepaald bij voornoemd koninklijk besluit nr. 50 en is ten laste van de Staat.

Art. 38. De bepalingen van deze wet hebben uitwerking vanaf 1 januari 1981, uitgezonderd, de artikelen 1, 2, 3, 4, 5, 21, 22, 23, 24, 26, 29 en 30 die in werking treden op 1 maart 1981 en de artikelen 20, 27 en 28 die op een door de Koning te bepalen datum in werking treden.

Art. 39. Deze wet treedt in werking op de dag van de publikatie in het *Belgisch Staatsblad* van de herstellwet inzake inkomensmatiging.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 februari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

P. MAINIL

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

Ph. MOUREAUX